



## Séance ordinaire du mardi 25 juin 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt-cinq juin, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Transports et Mobilité

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Pierre BONNAL, Thierry BREYSSE, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Jean-Luc COUSQUER, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Isabelle GUIRAUD, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Maud BODKIN, Robert COTTE, Christophe COUR, Carole DONADA, Jean-Pierre GRAND, Clare HART, Alex LARUE, Mustapha MAJDOUL, Isabelle MARSALA, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Eric PENSO, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Rabii YOUSSEF.

### Absents / Excusés :

Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Michelle CASSAR, Perla DANAN, Véronique DEMON, Jacques DOMERGUE, Pierre DUDIEUZERE, Régine ILLAIRE, Gérard LANNELONGUE, Chantal LÉVY-RAMEAU, Audrey LLEDO, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Caroline NAVARRE, Henri ROUILLEAULT, Isabelle TOUZARD, Aline DESTAILLATS.

## **Transports et Mobilité - Tramway 5ème ligne - Commission d'Indemnisation à l'Amiable - Création de la Commission - Désignation partielle des membres de la Commission - Approbation**

Monsieur Jean-Pierre RICO, Vice-Président, rapporte :

Par délibération n°8945 du 3 juillet 2009, puis par délibération n°11191 du 30 octobre 2012, le Conseil a approuvé le programme d'opération et l'enveloppe financière prévisionnelle de la Ligne 5 de tramway de Montpellier entre Lavérune et Prades-le-Lez.

Par délibération n°11737 du 25 juillet 2013, la Métropole s'est prononcée sur l'intérêt général de la réalisation de l'opération Ligne 5 de tramway.

Par arrêté n°2013-I-1656 en date du 28 août 2013, Monsieur le Préfet de la Région Languedoc-Roussillon, Préfet de l'Hérault a déclaré d'utilité publique le projet de réalisation du tronçon Lavérune – Clapiers de la Ligne 5 de tramway de Montpellier Méditerranée Métropole.

Conformément aux recommandations de la commission d'enquête, cette opération a débuté par le bouclage de la Ligne 4, inauguré le 1<sup>er</sup> juillet 2016, qui constitue le premier maillon de la Ligne 5 de tramway.

Par délibération n°14388 du 14 décembre 2016, le Conseil a confirmé la poursuite du projet de la Ligne 5 et la nécessité d'engager des études pour revoir le tracé autour du Parc Montcalm afin d'obtenir une modification de la Déclaration d'Utilité Publique (DUP) initiale.

La DUP Ligne 5 a été prorogée par arrêté préfectoral n°2018-I-638 en date du 13 juin 2018, pour une nouvelle durée de 5 ans expirant le 27 août 2023.

Sur le secteur Nord de la Ligne 5, les travaux sont engagés dès cette année conformément à la DUP.

Sur le secteur Ouest de la Ligne 5, par délibération n°M2019-90 du 22 mars 2019, la Métropole a approuvé le périmètre de modification du tracé de la Ligne 5 à savoir la section allant du rond-point Paul Fajon à la rue des Chasseurs ainsi que le bilan de la concertation préalable à la modification du tracé.

Les études nécessaires liées à l'obtention de la DUP complémentaire sont en cours.

Compte tenu de la reprise de la réalisation de la Ligne 5, il convient de réactiver le processus d'indemnisation des professionnels riverains qui avait été adopté par délibération n°11815 du 24 septembre 2013.

L'un des objectifs assignés au mandataire de la Métropole est de minimiser au maximum les impacts et nuisances de la réalisation des travaux pour les riverains concernés. Il restera cependant de manière ponctuelle certaines nuisances inévitables, en raison de contraintes locales particulières, pour des activités professionnelles pouvant donner lieu à indemnisation.

Aussi, il est proposé de poursuivre le dispositif engagé en 2013 permettant, comme pour les précédentes lignes de tramway, d'indemniser, dans un cadre légal, à l'amiable et dans des délais beaucoup plus restreints que ceux résultant d'une procédure contentieuse, les professionnels riverains, installés avant le 28 août 2013, et concernés par des préjudices vérifiés qui pourraient leur être causés.

## 1° CAS DANS LESQUELS LES PRÉJUDICES PEUVENT ÊTRE INDEMNISÉS

Les principes d'indemnisation qui seront appliqués pour apporter des solutions au règlement des dossiers de réclamations, sont ceux fixés par la jurisprudence du Conseil d'État.

Le préjudice indemnisable doit être anormal et spécial, matériel, direct et certain. Ces principes ont conduit le Conseil d'Etat à considérer que :

1°) La responsabilité de la collectivité n'est jamais reconnue pour des raisons de modification apportée à la circulation générale résultant par exemple, de changements effectués dans l'assiette des voies publiques, ni en cas d'absence de gêne notable causée à l'accès d'un immeuble.

La responsabilité de la collectivité, pour le compte de laquelle sont exécutés les travaux, est engagée à l'égard des riverains de la voie publique principalement dans les cas suivants :

- l'accès à un local professionnel riverain de la voie publique a été totalement supprimé pendant une certaine durée,
- l'accès à un local professionnel riverain de la voie publique a été rendu très difficile pendant une certaine durée.

2°) L'indemnisation est accordée en réparation d'un préjudice vérifié, la preuve devant être apportée par l'intéressé par tous moyens adéquats d'une baisse d'activité, d'une baisse de son chiffre d'affaires et d'une perte de bénéfice. Si la preuve est faite d'une baisse d'activité et de la perte d'un bénéfice imputable à la gêne causée par les travaux, et si le requérant était installé avant la Déclaration d'Utilité Publique de l'opération, ce préjudice est indemnisé.

## 2° LA COMMISSION D'INDEMNISATION A L'AMIABLE

Afin d'éviter aux intéressés de trop longs délais de procédure, il est proposé de mettre en place une commission d'indemnisation à l'amiable sur le modèle du dispositif mis en œuvre pour les quatre premières lignes de tramway.

Un soin particulier a été apporté à la composition de cette instance afin qu'elle offre toutes les garanties de sérieux et d'impartialité et qu'y soient représentées les différentes parties concernées.

La composition de la Commission est ainsi proposée :

Les membres titulaires pourront être remplacés par un membre suppléant désigné dans les mêmes conditions.

### **Président :**

Madame Anne GUERIN, Conseiller d'État, Présidente de la Cour Administrative d'Appel de Bordeaux, en qualité de Présidente de la Commission d'indemnisation à l'amiable,

### **Vice-Président :**

Madame Brigitte VIDARD, Présidente du Tribunal Administratif de Montpellier, ou son représentant,

### **Membres :**

- ⇒ deux représentants des services de l'État :
  - un représentant, désigné par Monsieur le Préfet de la Région Occitanie,
  - un représentant des services du Trésor Public, désigné par Madame la Trésorière Payeure Générale de l'Hérault,
- ⇒ un représentant de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Montpellier, désigné par elle-même,
- ⇒ un représentant de la Chambre de Métiers et de l'Artisanat de l'Hérault, désigné par elle-même,
- ⇒ trois représentants de la Métropole,
- ⇒ un représentant du mandataire TaM,
- ⇒ une personnalité compétente.

Les représentants du mandataire TaM et les 3 représentants de la Métropole désignés par le Conseil le 31 juillet 2014 (délibération n°12448) sont reconduits. Il s'agit de :

	<b>Titulaires</b>	<b>Suppléants</b>
Métropole	Titina DASYLVA	Gérard CASTRE
	Henri DE VERBIZIER	
	Guy BARRAL	Véronique DEMON
Mandataire TaM	Mylène CHARDES	JL. COUSQUER

Il convient de désigner le suppléant de Monsieur Henri DE VERBIZIER, ainsi que la personnalité compétente et son suppléant.

Monsieur le Président propose les candidatures suivantes :

- **Monsieur Max LEVITA (représentant suppléant de la Métropole)**
- **Monsieur Philippe SAUVEPLANE (personnalité compétente titulaire)**
- **Madame Sandy CAMUS-MERCIER (personnalité compétente suppléante)**

Aucune autre candidature n'est proposée par l'Assemblée.

Le Conseil, sur proposition du Président, décide à l'unanimité de procéder à ces désignations par un vote à main levée, en application de l'article L.2121-21 du Code général des collectivités territoriales.

### 3° L'INSTRUCTION

La commission d'indemnisation à l'amiable ne peut instruire les dossiers qu'à partir de renseignements précis et indubitables sur chaque cas particulier.

Les renseignements nécessaires doivent porter d'une part sur la réalité et l'importance de la gêne causée à l'activité en cause, d'autre part sur le préjudice qui nécessite une évaluation.

C'est pourquoi, il est proposé que la Commission puisse disposer :

- dans un premier temps, des moyens lui permettant d'apprécier l'importance des gênes occasionnées aux professionnels riverains par les travaux de la Ligne 5 de tramway.

A cet effet, un huissier sera chargé par le maître d'ouvrage de procéder, dans les délais les plus rapides, à toutes les constatations utiles et de nature à permettre à la commission d'apprécier la réalité, la nature et l'étendue de la gêne causée par les travaux au riverain concerné.

- dans un second temps, et en vue de permettre à la commission d'apprécier au plus juste le préjudice subi par chacun des professionnels lésés, des experts financiers seront appelés à participer avec voix consultative aux travaux de la commission. L'appréciation du préjudice subi tiendra compte de l'incidence des travaux sur l'activité de chaque entreprise au travers notamment de l'évolution de son chiffre d'affaires et, le cas échéant, des surcoûts directement imposés à l'entreprise à l'occasion de la période d'exécution des travaux.

Les experts « financiers » au nombre de trois, précédemment nommés sont reconduits dans leurs fonctions à l'exception de l'expert représentant la DGFIP qui n'est plus en poste.

Il s'agit de Monsieur Philippe SAUVEPLANE et Madame Sandy CAMUS-MERCIER, le 3<sup>ème</sup> expert financier sera désigné par le président du Tribunal Administratif.

Leur mission sera de fournir un rapport d'évaluation du préjudice subi par chacun des professionnels lésés dans les conditions ci-dessus précisées.

### 4° LE DÉROULEMENT DE LA PROCÉDURE ET LE RÔLE DÉCISIONNEL DU CONSEIL

Le déroulement de la procédure, à partir de chaque réclamation déposée, sera décrit de manière détaillée dans un guide à l'intention des professionnels riverains.

Chaque réclamation fera l'objet d'un premier examen par la commission d'indemnisation à l'amiable au vu des constats d'huissiers établis. A ce stade, cette dernière pourra, soit proposer un rejet de la réclamation, soit demander une expertise financière.

Dans cette seconde hypothèse, la commission d'indemnisation à l'amiable, au vu des rapports des huissiers et des experts financiers remis lorsque cesse la situation préjudiciable, se prononcera définitivement sur le préjudice et établira une proposition de règlement amiable. La commission pourra également proposer une indemnisation provisoire, lorsqu'elle l'estimera nécessaire, pendant le déroulement des travaux. Cette proposition sera validée par une décision de Montpellier Méditerranée Métropole, signée de son Président ou de son représentant et déposée en Préfecture.

TaM appliquera la décision de la Métropole et proposera à la signature du requérant, une convention d'indemnisation comportant le versement de l'indemnité contre renonciation à tout recours à raison des faits préjudiciables.

Au vu de la convention signée des deux parties, TaM, en sa qualité de mandataire de la Métropole, effectuera le paiement de l'indemnité.

Il convient enfin de noter qu'une action contentieuse devant le Tribunal Administratif de Montpellier pourra bien évidemment être engagée par tout requérant dans la mesure où il ne souhaite pas utiliser une telle procédure de règlement amiable ou si celle-ci ne lui apporte pas satisfaction.

La création anticipée de cette instance doit permettre à la Présidente, la Vice-Présidente et les différents membres de la commission d'élaborer le règlement de cette Commission d'indemnisation et l'ensemble des modalités d'instruction des dossiers avant le dépôt des premières demandes d'indemnisation.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- décider la mise en place, selon les modalités décrites ci-dessus, d'une procédure de règlement amiable pour l'indemnisation éventuelle des préjudices susceptibles d'être causés aux professionnels riverains par l'exécution des travaux de la Ligne 5 de tramway et de ses extensions Nord et Ouest,
- décider à l'unanimité de procéder à la désignation du suppléant de Monsieur Henri DE VERBIZIER ainsi que de la personnalité compétente et son suppléant, au sein de la commission d'indemnisation à l'amiable, par un vote à main levée, en application de l'article L. 2121-21 du Code général des collectivités territoriales,
- procéder à ces désignations et autoriser les personnes ainsi désignées à exercer toutes fonctions dans ce cadre,
- solliciter l'accord de Monsieur le Préfet de la Région Occitanie, Madame le Trésorier Payeur Général de l'Hérault, Madame le Président du Tribunal Administratif de Montpellier, Monsieur le Président de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Montpellier, Monsieur le Président de la Chambre de Métiers de l'Hérault, sur la composition de cette commission d'indemnisation amiable,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 69 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 2 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

Mme Véronique PEREZ.

Fait à Montpellier, le 03/07/19

Pour extrait conforme,  
**le Président**



**Philippe SAUREL**

Publiée le : 4 juillet 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190625-89156-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 03/07/19

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.